

L'Honorable E. G. Harlow, Maine.

DIXFIELD, COMTÉ D'OXFORD, MAINE, 4 juin 1872.

Je réponds avec plaisir à votre demande relativement aux proportions actuelles du commerce des liqueurs enivrantes dans le Maine. J'ai beaucoup voyagé dans l'Etat ce printemps, et je suis convaincu que ce commerce a beaucoup diminué.

Je connais très-bien mon propre comté (Oxford), et je n'hésite pas à dire qu'il ne se vend pas maintenant un gallon de liqueur où il s'en vendait un baril avant la passation de la loi du Maine, en 1851.

Au dernier terme de notre Cour judiciaire suprême, en mars, on n'a pas trouvé une seule mise en accusation pour crime. Notre prison (du comté) est vide; le nombre des admissions dans notre maison d'industrie est considérablement réduit et l'amélioration est étonnante.

Votre ami,

E. J. HARLOW,
Membre du Conseil exécutif du Maine.

Au général Dow.

Du Secrétaire d'Etat du Maine.

AUGUSTA, juin 1872.

J'ai reçu votre lettre nous demandant de donner notre opinion sur les proportions actuelles du commerce des liqueurs dans le Maine, comparativement à ce qu'il était les années passées. Il ne saurait y avoir parmi les citoyens intelligents de l'Etat de divergences d'opinions sur le fait que ce commerce est de beaucoup moindre que nous nous rappelons qu'il a été.

Si nous disions que la quantité de liqueurs vendues ici n'est pas le dixième de ce qu'elle était auparavant, nous pensons que nous serions dans le vrai; et les bons résultats de ce changement sur tous les intérêts de l'Etat sont ouvertement vus partout.

J. J. EVELETH, maire d'Augusta, Maine.

JOSHUA NEY, Augusta, constable de l'Etat.

G. G. STACY, secrétaire d'Etat.

B. B. MURRAY, adjudant général.

Au général Dow.

Du Prévost de Ville, des ex-Maires, etc.

SACO, MAINE, 10 juin 1872.

MONSIEUR, — M. Hill, de cette ville, nous a présenté votre demande d'un certificat afin de savoir s'il y a eu, ou non, diminution du commerce des liqueurs sous l'opération de la loi du Maine.

Nous répondons que la diminution de ce commerce a été très-considérable. En beaucoup de parties de l'Etat il a été complètement supprimé; en tant que nous le savons et le croyons il ne se fait nulle part dans l'Etat, si ce n'est en secret, comme une chose soumise à la rigueur de la loi.

JOSEPH HOBSON, ex-maire.

MOSES LOWELL, ex-maire.

OBADIAH DURGIN, Prévost de la ville.

CHAS. HILL, membre de la législature.

Au général Neal Dow.